



## Une initiative sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle menée par les pays : méthodologie

### Impact sur la réduction de la pauvreté et de la malnutrition

Alors que le G8 doit convenir en 2012 d'une nouvelle initiative sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ONE souhaite l'adoption d'une double approche de réduction de la pauvreté et de la faim, car l'échéance de 2015 pour la réalisation des OMD se fait pressante.

Si on dote les 30 plans nationaux d'investissement dans l'agriculture et la sécurité alimentaire (CIP) des pays « AID uniquement »<sup>1</sup> du financement nécessaire, ces plans pourraient permettre de sauver de la pauvreté entre 40 et 50 millions de personnes.

En investissant massivement dans la sécurité alimentaire des pays CIP/AID qui ont aussi rejoint le mouvement *Scaling Up Nutrition* (SUN)<sup>2</sup>, le monde pourrait diminuer le taux de malnutrition de 100 millions d'enfants et sauver du rachitisme 15 millions d'enfants de moins de cinq ans. Le rachitisme se caractérise par une taille inférieure à la normale pour un âge donné. Le rachitisme, une conséquence de la malnutrition chronique, provoque des retards de croissance physique et de développement qui limitent la productivité à l'âge adulte et l'espérance de vie<sup>3</sup>.

	Nombre de personnes sorties de la pauvreté	Enfants bénéficiant d'un programme nutritionnel	Enfants sauvés du rachitisme
Dans le monde	40-50 millions	100 millions	15 millions
En Afrique	31 millions	80 millions	12 millions

### Quels sont les pays visés et quel est le coût ?

AID/CIP et SUN			AID/CIP uniquement	
Bangladesh	Malawi	Rwanda	Bhoutan	Kenya
Bénin	Mali	Sénégal	Cambodge	Liberia
Burkina Faso	Mozambique	Sierra Leone	Cap-Vert	Moldavie

<sup>1</sup> Les pays éligibles à l'AID (Association internationale de développement) sont ceux qui peuvent bénéficier des dons ou des crédits sans intérêts ou à taux bonifié de l'Association internationale de développement de la Banque mondiale. Ces prêts et dons peuvent être accordés aux pays dont le revenu national brut (RNB) par habitant est inférieur à 881,25 euros (1 175 dollars) en 2012. L'AID soutient également quelques pays, y compris de petites économies insulaires, dont le RNB par habitant dépasse ce seuil mais qui ne sont pas suffisamment solvables pour être éligibles aux autres mécanismes de la Banque mondiale.

<sup>2</sup> SUN (*Scale-Up Nutrition*) est un mouvement international visant à améliorer la nutrition. Il a été lancé à l'initiative des Nations unies suite à la crise provoquée par la flambée des prix alimentaires en 2007-2008, après que des personnalités ont attiré l'attention de la communauté internationale sur l'insécurité alimentaire, l'agriculture et l'état nutritionnel des enfants. Le mouvement a pris de l'ampleur depuis, avec les *1000 Jours* aux États-Unis et les plans d'action pour la nutrition formulés par les pays ayant rejoint le mouvement. 26 pays ont aujourd'hui rallié le programme SUN, parmi lesquels de nombreux pays à haut risque.

<sup>3</sup> Le rachitisme se dépiste à l'aide du rapport taille-âge chez les moins de cinq ans. Cette pathologie diminue les capacités d'apprentissage, affecte le bon fonctionnement des organes, réduit la productivité et entraîne souvent un décès prématuré.



Éthiopie	Népal	Tanzanie	Guinée-Bissau	Mongolie
Gambie	Niger	Ouganda	Haïti	Tadjikistan
Ghana	Nigeria	Zambie	Honduras	Togo

### **L'Initiative sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle inclura-t-elle uniquement ces plans ?**

Non. Les pays non dotés d'un CIP approuvé bénéficieront également d'une nouvelle initiative sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Toutefois, en donnant la priorité aux pays pauvres dotés d'un CIP et à ceux ayant adopté des plans nutritionnels, les bailleurs de fonds mettront en application le premier Principe de Rome d'appropriation par les pays. Ils doivent également veiller à développer les capacités afin que d'autres pays à faibles revenus puissent formuler de manière responsable et exhaustive leurs propres plans nationaux d'investissements agricoles et de nutrition.

### **Comment ONE a-t-elle élaboré ces cibles ?**

Pour déterminer le nombre de personnes pouvant être soustraites à la pauvreté, ONE a divisé le coût total des 30 plans d'investissement nationaux, ayant été approuvés, par la somme d'argent estimée nécessaire pour sortir une personne de la pauvreté grâce aux investissements dans l'agriculture, soit 1 022 euros<sup>4</sup> (1 363 dollars) en moyenne. Sur la base des analyses économétriques de l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires<sup>5</sup> (IFPRI), ONE a calculé le montant nécessaire pour sortir une personne de la pauvreté:

- (1) L'IFPRI a calculé combien chacun des 30 pays devait dépensé pour l'agriculture depuis 2004 pour atteindre l'OMD 1. Parmi ces pays, 12 disposent dorénavant d'un plan d'investissement national. C'est donc pour ces 12 pays que ONE a pu calculer le montant nécessaire pour atteindre l'OMD 1a entre 2004 et 2015.
- (2) Puis, pour chacun de ces 12 pays, ONE a divisé le coût total de l'investissement nécessaire pour réaliser l'OMD 1a par le nombre de personnes qui ne seraient plus confrontées à la pauvreté en 2015 si l'OMD 1a était atteint (157 millions, voir explications des calculs ci-dessous). Ce qui a permis d'obtenir un coût unitaire de la réduction de la pauvreté à travers le développement de l'agriculture par pays.
- (3) Enfin, ONE a fait une moyenne des 12 coûts unitaires obtenus par pays et en a conclu que 1 022 euros (1 363 dollars) était le coût moyen nécessaire pour faire sortir une personne de la pauvreté à travers le développement agricole.

ONE a calculé le nombre de personnes qui ne seraient plus en situation de pauvreté en 2015 si l'OMD 1a était atteint en :

- (1) multipliant les projections de la population pour 2015<sup>6</sup> dans chacun de ces pays par le pourcentage de personnes confrontées à la pauvreté si l'OMD 1a était atteint en 2015 ;

<sup>4</sup> Au 29 mars 2012, 1 dollar = 0,75 euro

<sup>5</sup> « Investing in African Agriculture to Halve Poverty by 2015 », Fan, Shenggen, Johnson, Michael, Saurkar, Anuia, and Makombe, Tsitsi. Document de travail n°25 du ReSAKSS, International Food Policy Research Institute, 2009, Washington

<sup>6</sup> La révision de 2010 de la Division de la population des Nations unies, FAO-STAT, « Perspectives de la population mondiale », 2010. Dans les cas où le taux de pauvreté en 2004 ne ressortait pas directement de l'index, l'évolution annuelle moyenne en points de pourcentage sur base des taux de prévalence connus à partir de 1992 jusqu'à aujourd'hui a été utilisée.



- (2) multipliant les projections de population pour 2015 par le pourcentage de personnes vivant dans la pauvreté en 2004 ;
- (3) et en faisant ensuite la différence entre ces deux chiffres (157 millions de personnes au total ne seront plus en situation de pauvreté).

Sur la base du rapport de la Banque mondiale « *Scaling Up Nutrition : What Will it Cost* », ONE a calculé le nombre d'enfants qui pourraient bénéficier de ces interventions nutritionnelles et ainsi ne plus souffrir de rachitisme. Le rapport chiffre le coût d'un train de mesures nutritionnelles ciblant tous les enfants de moins de cinq ans dans 36 pays particulièrement à risque, soit en tout 365 millions d'enfants<sup>7</sup>. Sur la base de ce rapport, ONE a développé ces objectifs nutritionnels en suivant les étapes suivantes :

- (1) ONE a estimé le nombre d'enfants de moins de 5 ans vivant, en 2015, dans les 18 pays dotés d'un plan d'investissement national et participant au programme SUN : cette estimation est de 123 millions.
- (2) ONE a estimé le nombre d'enfants dans ces 18 pays qui pourraient être traités avec un taux de couverture de 80% : ce chiffre est d'environ 100 millions enfants. Malgré l'étude de la Banque mondiale se basant sur une couverture de 100%, ONE a choisi un taux de couverture de 80% pour pouvoir fixer un objectif suffisamment réaliste.
- (3) Ces 100 millions enfants – qui pourraient donc être ciblés par une nouvelle initiative nutritionnelle dans les 18 pays en question – représentent 28% des 356 millions d'enfants des 36 pays (sur lesquels se basent le rapport de la Banque mondiale).
- (4) Le rapport de la Banque mondiale calcule un montant de 6,5 milliards d'euros (8,2 milliards de dollars) pour traiter les 356 millions d'enfants dans 36 pays. 28% de ce montant reviennent à 1,7 milliard d'euros (2,3 milliards de dollars) ce qui devrait donc permettre de traiter environ 100 millions d'enfants (de cinq ans dans les 18 pays en question) grâce aux mesures de la phase 1<sup>8</sup>.
- (5) Le coût total pour cibler 100 millions d'enfants (80% des enfants de moins de cinq ans dans les 18 pays) sur trois ans est 5,2 milliards d'euros (6,9 milliards de dollars).
- (6) Selon le rapport de la Banque mondiale, une couverture de 100% permettrait de diminuer d'un cinquième à un tiers le taux global de rachitisme dans chaque pays. Comme ONE ne vise qu'une couverture de 80%, ONE a déterminé son objectif proportionnellement à 80% d'une diminution d'un tiers de la prévalence du rachitisme dans les 18 pays.
- (7) ONE estime donc que les 5,2 milliards d'euros (6,9 milliards de dollars) nécessaires pour cibler 100 millions d'enfants sur trois ans permettront de sauver au moins 15 millions d'enfants du rachitisme.

## Statistiques clés:

<sup>7</sup> Ces 356 millions d'enfants représentent 100 % des enfants de moins de cinq ans vivant dans les 36 pays les plus affectés par la malnutrition. 90 % des enfants souffrant de rachitisme vivent dans ces pays.

<sup>8</sup> Le train de mesures de la phase 1 recommandé par la Banque mondiale inclut : le changement de comportement, la promotion de l'allaitement, l'alimentation riche en nutriments et l'hygiène ; la supplémentation en micronutriments ; l'administration de vermifuges ; l'enrichissement en fer des aliments de base ; l'ajout d'iode au sel ; la nutrition thérapeutique des enfants souffrant de malnutrition sévère ; le développement des capacités ; et le renforcement des systèmes de santé. Selon les auteurs de l'ouvrage, ces mesures correspondent à la phase 1 du programme *Scaling Up Nutrition*. La deuxième phase inclut toutes les mesures précitées ainsi que l'alimentation complémentaire. Cette dernière n'est pas incluse dans l'initiative car il n'existe pas encore sur le marché des produits de ce type abordables et au goût acceptable. Beaucoup sont néanmoins en cours de développement.



Pour les 18 pays ADI dotes d'un plan national d'investissement:

- Projection de la population à moins de cinq ans en 2015 dans ces 18 pays : 123,36 millions
- Nombre d'enfants traités à une couverture de 80% : 98,69 millions
- Diminution de la population rachitique si le taux global diminue d'un tiers : 17,17 millions
- Diminution de la population rachitique si le taux global diminue d'un cinquième : 11, 7 millions
- Coût annuel pour phase 1 dans les 18 pays : 1,73 milliards d'euros
- Coût de la phase 1 sur trois ans dans les 18 pays: 5,2 milliards d'euros